

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 26/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NOBLITEX

47 RUE GEORGES MANDEL
42300 Roanne

Références : UD-R - TESSP - 25 - 200 - CID
Code AIOT : 0010600235

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement NOBLITEX implanté Route du Cergne 69470 Cours. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site, exploité par la société Noblitex (ennoblissement textile), a fait l'objet d'une cessation d'activité ICPE notifiée le 30 janvier 2008. Une procédure de liquidation judiciaire a été ouverte en février 2020.

En 2022, à la suite d'un accident sur site, des travaux d'office en situation d'urgence impérieuse ont été réalisés par l'ADEME.

À l'issue, de nouvelles mesures de mise en sécurité d'urgence restaient à mettre en œuvre. Le liquidateur ne disposant pas des fonds nécessaires, leur réalisation était alors envisagée par l'ADEME, avec un financement accordé par la DGPR.

Entre-temps, la liquidation judiciaire du site a été clôturée pour insuffisance d'actif et l'établissement public foncier EPORA s'est porté acquéreur du site.

La visite a pour objectif d'évaluer l'état du site, de déterminer les mesures de mise en sécurité d'urgence restantes et de préciser les suites administrative à donner notamment avec le nouveau propriétaire l'EPORA.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NOBLITEX
- Route du Cergne 69470 Cours
- Code AIOT : 0010600235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Noblitex était une société spécialisée dans l'ennoblissement textile, c'est-à-dire les opérations de finition telles que la teinture, l'impression et les apprêts sur tissus. Elle proposait également des services de transformation et de vente de textiles en fibres naturelles ou artificielles.

La société a été radiée du registre du commerce le 19 février 2025, à la suite d'une procédure de liquidation judiciaire ouverte en février 2020 et clôturée pour insuffisance d'actif.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 25/10/2023, article Article L512-21	Sans objet
2	Pollution des sols	Code de l'environnement du 17/04/2025, article Article R512-39-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site NOBLITEX est désormais propriété d'EPORA. Dans le cadre de la procédure d'exploitant défaillant, l'ADEME procédera aux travaux de mise en sécurité. Sur le plan environnemental, les risques de pollution déjà signalées sont toujours présentes, notamment une canalisation d'hydrocarbures défectueuse au-dessus du ruisseau Biot, susceptible de contaminer le cours d'eau. Aucune évolution significative de l'état du site ou des déchets n'a été constatée depuis le dernier rapport de l'ADEME.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/10/2023, article Article L512-21

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative - tiers demandeur
Prescription contrôlée : <i>Article L512-21 du Code de l'environnement</i> <p>I. - Dès la notification de la cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, un tiers intéressé peut demander au représentant de l'Etat dans le département à se substituer à l'exploitant, avec l'accord de celui-ci, pour réaliser les travaux de réhabilitation en fonction de l'usage que ce tiers envisage pour le terrain concerné.</p> <p>Ce tiers intéressé peut également demander, selon les mêmes modalités, à se substituer à l'exploitant pour réaliser, outre la réhabilitation, tout ou partie des mesures de mise en sécurité de l'installation.</p> <p>Avec l'accord de l'exploitant, un tiers intéressé peut également demander au représentant de l'Etat dans le département, par anticipation, l'autorisation de se substituer à l'exploitant en cas de future cessation d'activité.</p>
Constats : <p>Le site a fait l'objet d'une notification de cessation d'activité au titre des ICPE en date du 30 janvier 2008. Depuis cette date, le site a été placé en liquidation judiciaire, laquelle a donné lieu à un jugement de clôture de la liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif en date du 19 février 2025.</p> <p>Dans ce contexte, il a été confirmé que les travaux de mise en sécurité seront pris en charge par l'ADEME. En effet, au regard des documents transmis et de l'analyse menée, il n'apparaît pas qu'il y ait enrichissement sans cause ou enrichissement indu d'un tiers à travers la mobilisation de fonds publics pour ces travaux. Autrement dit, l'intervention de l'État par l'intermédiaire de l'ADEME ne bénéficie pas financièrement à un tiers privé, ce qui permet juridiquement la poursuite de l'intervention publique sur site. L'ADEME interviendra donc, sur financement de la DGPR (courrier du 26 juillet 2024), pour réaliser les travaux d'urgence de mise en sécurité du site. Par ailleurs, des échanges sont en cours en vue de formaliser une convention d'aides entre l'ADEME et le futur propriétaire pressenti, l'établissement public foncier EPORA.</p> <p>Ce dernier a toutefois indiqué ne pas souhaiter recourir à la procédure de tiers-demandeur prévue à l'article L.512-21 du code de l'environnement.</p> <p>En l'absence de recours à cette procédure, aucun encadrement réglementaire des actions de dépollution ne pourra être réalisé par l'Etat. Après dépollution et lors du dépôt du permis de construire, la procédure de changement devra être réalisée avec la fourniture d'une ATTES ALUR confirmant la compatibilité des milieux avec les futurs usages.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Pollution des sols

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/04/2025, article Article R512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols - Mise en sécurité et mesures d'urgence
Prescription contrôlée : <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi</p>

que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, nous avons constaté que le site demeure à l'abandon depuis plusieurs années, bien que de nouvelles barrières aient été installées pour délimiter la propriété. Un point particulièrement préoccupant concerne une canalisation en très mauvais état, visible sur le terrain, qui traverse le cours d'eau du Biot en surplomb. Cette canalisation est reliée à des cuves d'hydrocarbures présentes sur le site. À son extrémité, un bidon bleu, visiblement destiné à récupérer d'éventuelles fuites, a été installé, mais celui-ci est plein. Ce dispositif, inefficace en l'état, laisse fortement supposer une pollution du Biot par les hydrocarbures. Ce point de pollution avait déjà été identifié dans le **CRIT (Compte Rendu d'Intervention Terminée)** réalisé par l'ADEME. Compte tenu de ces observations, la gestion de cette canalisation sera une priorité dans les mesures de mise en sécurité d'urgence.

Enfin, aucun nouvel élément notable n'a été relevé par rapport aux observations du CRIT. La quantité de déchets présente sur le site semble stable et comparable à celle précédemment estimée.

Type de suites proposées : Sans suite